

Annexe 1
LISTE DES ETATS AYANT ADAPTÉ LEUR DROIT INTERNE
AU STATUT DE LA CPI et PLACE DES ONG DANS LE PROCESSUS LEGISLATIF
(document élaboré sur la base des informations mises à disposition par la Coalition Internationale en faveur de la CPI,
Amnesty International et le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique)

<u>ETAT</u>	<u>INTITULE DE LA LOI</u>	<u>DATE</u>	<u>RATIFICATION DE L'ACCORD sur les PRIVILEGES ET IMMUNITES</u>	<u>RELATIONS AVEC LES ONG</u>
Afrique du Sud	Loi sur la CPI	2002		Commentaires informels fournis aux membres de la commission parlementaire
Allemagne	Loi instituant un code de droit pénal international	2002	X	Transmission de commentaires après la rédaction
Autriche	Loi fédérale autrichienne	2002	X	
Australie	Loi sur les crimes internationaux Loi sur la coopération avec la CPI	2002 2002		Commentaires déposés devant le Comité des Traités
Belgique	Loi pénale relative aux violations graves du droit international humanitaire Loi concernant la coopération avec la CPI et les tribunaux pénaux internationaux	2003 2004	X	
Bosnie-Herzégovine	Loi relative au Code pénal	2003		
Bulgarie	Loi amendant le Code de procédure pénale	2003		
Canada	Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre	2002	X	Intervention orale devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international
Costa Rica	Loi 8272 (amendement au Code pénal)	2003		Commentaires au Ministre de la Justice. Suggestions d'amendements au Code pénal intégrées dans un nouveau projet de loi prises en considération par le Ministre des Affaires étrangères.
Croatie	Loi d'application du Statut de la CPI	2003	X	
Danemark	Loi 342 sur la CPI	2001	X	
Espagne	Loi sur la coopération avec la CPI	2003	X	Commentaires au Ministre de la Justice
Estonie	Loi de ratification Loi sur la procédure relative à la CPI	2002 2001	X	
Finlande	Loi sur la coopération Loi sur les crimes de la CPI	2002	X	
France	Loi relative à la coopération avec la CPI	2002	X	Création d'un groupe de travail dans le cadre de

				la seconde loi au sein de la Commission consultative des droits de l'homme
	Loi complémentaire	2005 ?		
Georgie	Loi sur le Code pénal de Géorgie Loi de coopération entre la CPI et la Géorgie (non promulguée)	1999		Demande de soutien et de coopération des ONG formulée par la Commission de l'harmonisation législative
Irlande	Loi sur la CPI	2003		Commentaires et recommandations après la rédaction
Islande	Loi sur la CPI	2002	X	
Lettonie	Loi sur la coopération avec la CPI Amendements au Code pénal	2002		
Lituanie	Loi sur le Code de procédure pénale	2002	X	
Mali	Loi sur le Code pénal	2001	X	
Malte	Loi sur la CPI modifiant le Code pénal	2003		Commentaires pendant la rédaction
Nouvelle-Zélande	Loi sur les crimes internationaux et sur la CPI	2000	X	
Norvège	Loi de mise en oeuvre	2001	X	
Ouganda	Loi sur la CPI (non promulguée)	2004		Commentaires pendant la rédaction
Pays-Bas	Loi de coopération avec la CPI	2002	X	
Pérou	Loi sur le Code de procédure pénale (un chapitre consacré à la coopération avec la CPI) Amendements au Code pénal en cours d'élaboration	2004		Sollicitation avant et pendant le travail législatif
Pologne	Loi sur le Code de Procédure pénale	2003		
Portugal	Loi sur la législation pénale	2004	X	Commentaires préliminaires sur le projet Commentaires devant la commission parlementaire
Royaume-Uni	Loi sur la CPI	2001		Sollicitation avant et pendant le travail législatif
Serbie-Monténégro	Loi sur les crimes de guerre	2003	X	
Slovaquie	Loi sur la CPI	2001	X	
Slovénie	Loi de coopération avec la CPI Projet de loi relatif au Code criminel	2002		
Suède	Loi sur les crimes internationaux Loi de coopération avec la CPI	2002	X	Commentaires pendant le travail législatif
Suisse	Loi de coopération avec la CPI	2001		Procédure de consultation avec les institutions intéressées

Annexe 2
LISTE NON EXHAUSTIVE DES ETATS AYANT ENGAGÉ UN PROCESSUS D'ADAPTATION
et PLACE DES ONG DANS LE PROCESSUS LEGISLATIF

<u>ETAT</u>	<u>INTITULE DU PROJET DE LOI</u>	<u>RATIFICATION DE L'ACCORD sur les PRIVILEGES ET IMMUNITES</u>	<u>RELATIONS AVEC LES ONG</u>
Argentine	Projet de loi relatif à la mise en oeuvre du Statut de Rome (adopté par le Sénat en juin 2004)		Commentaires écrits déposés sur le projet en 2001 à la demande de la Commission inter-ministérielle chargée de rédiger l'avant-projet
Bolivie	Projet de loi sur la CPI		Consultant financé par l'Agence allemande de coopération associé à la rédaction de l'avant-projet
Brésil	Projet de loi sur la CPI	X	Lettre au Ministre de la Justice (janvier 2003) observations sur le projet de loi en février 2003
Colombie	Projet de loi relatif à la coopération avec la CPI		
Equateur			Soumission par une ONG locale (INREDH) d'un projet de loi visant la mise en oeuvre du Statut. Nouveau projet élaboré mais sans aboutissement
Honduras	Constitution d'un Comité d'expert au sein du gouvernement chargé de rédiger un projet de loi		
Panama	Projet de loi relatif au Code pénal	X	
Paraguay			Recherche préliminaire assurée par INECIP-Paraguay financée par le gouvernement canadien. Projet non suivi par le gouvernement
RDC	Avant-projet de loi portant sur la mise en oeuvre du Statut de Rome		Commentaires sur le projet de loi et sollicitation en amont
République dominicaine	Projet de loi relatif au Code de procédure pénale (amendements au nouveau Code approuvé en août 2004)		Commentaires sur le projet et relecture du nouveau texte
Sénégal			Organisation de séminaires et de conférences associant des députés
Trinidad & Tobago	Projet de loi relatif à la mise en oeuvre du Statut de Rome	X	
Uruguay	Projet de loi relatif à la mise en oeuvre de la CPI		Intervention orale devant le législateur Commentaires sur le projet rédigé
Venezuela	Initiative parlementaire visant la mise en oeuvre du Statut de Rome (soutien très limité, aucune implication du gouvernement)		

